Le Conseil,

Vu le rapport du 10 septembre 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

La Communauté urbaine est propriétaire d'un immeuble bâti, libre de toute occupation, situé 297, avenue Berthelot à Lyon 8° et cadastré sous le numéro 50 de la section BL. L'immeuble voisin situé 295, avenue Berthelot et cadastré sous le numéro 51 de la section BL est propriété d'un tiers et est en cours de cession à un promoteur immobilier, la société AJC Universal Limited, qui a signé une promesse d'achat avec comme condition suspensive l'obtention d'un permis de construire.

Ces deux immeubles sont concernés par l'élargissement de l'avenue Berthelot, inscrit au POS, ainsi que par l'emprise de la future voie du tramway. Dans le cadre de la réalisation de cet aménagement, les bâtiments situés sur l'emprise doivent être démolis dans les meilleurs délais.

En vue de faciliter la réalisation de cette opération dans les délais impartis, un accord de principe est intervenu entre la Communauté urbaine, le SYTRAL et la société AJC Universal Limited.

Aux termes de cet accord, la Communauté urbaine pourrait céder, à la société AJC Universal Limited, la partie de l'immeuble non frappée d'alignement qu'elle possède 297, avenue Berthelot, ce qui permettrait à ladite société de réaliser un programme immobilier d'une plus grande envergure et cohérence architecturale au niveau des 295, 297, avenue Berthelot et 16, rue de la Rosière.

Le promoteur céderait dans le même temps, à la Communauté urbaine, la partie frappée d'alignement de l'immeuble qu'il aurait acquis 295, avenue Berthelot. L'ensemble des travaux de démolition pourrait alors être réalisé par le promoteur.

Cet accord, dont les termes précis n'ont pas encore été arrêtés, est conditionné par l'obtention d'un permis de construire. En conséquence, il conviendrait que la Communauté urbaine autorise le promoteur à déposer un permis de démolir et un permis de construire sur la parcelle dont elle est aujourd'hui propriétaire.

Dans l'hypothèse où ce projet n'aboutirait pas, il reviendrait alors, comme il en avait initialement été convenu, au SYTRAL de réaliser lui-même les travaux de démolition ;

B - Propose de délibérer en conséquence ;

Vu le présent dossier ;

Oùï l'avis de ses commissions domaine et administration générale et déplacements et voirie ;

DELIBERE

Autorise :

1° - la société AJC Universal Limited, ou toute société qu'elle se substituerait en vue de réaliser l'opération immobilière ci-dessus évoquée, à déposer un permis de démolir et un permis de construire sur la parcelle communautaire située 297, avenue Berthelot,

2° - le SYTRAL à déposer un permis de démolir sur la même parcelle si le projet de la société AJC Universal Limited n'aboutissait pas,

3° - l'un ou l'autre de ces intervenants à procéder, le moment venu, aux travaux de démolition.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,